

Zeitschrift: Schweizer Hotel-Revue = Revue suisse des hotels
Herausgeber: Schweizer Hotelier-Verein
Band: 6 (1897)
Heft: 51

Artikel: Exposition de Bruxelles : correspondance
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-522727>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 02.04.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Erscheint Samstags.

Abonnement: Für die Schweiz: Zwölf Monate . Fr. 5.— Sechs Monate . Fr. 3.— Drei Monate . Fr. 2.— Für das Ausland: Zwölf Monate . Fr. 7.50 Sechs Monate . Fr. 4.50 Drei Monate . Fr. 3.— Vereins-Mitglieder erhalten das Blatt gratis.

Inserate: 20 Cts. per 1000. Petitzeile oder deren Raum. Bei Wiederholungen entsprechendes Rabatt. Vereins-Mitglieder bezahlen die Hälfte.

Paraissant le Samedi.

Abonnements: Pour la Suisse: Douze mois . Fr. 5.— Six mois . Fr. 3.— Trois mois . Fr. 2.— Pour l'étranger: Douze mois . Fr. 7.50 Six mois . Fr. 4.50 Trois mois . Fr. 3.— Aux Sociétaires gratuitement.

Annonces: 20 Cts. pour la petite ligne ou son espace. Mais pour répétition de la même annonce. Les Sociétaires paient moitié prix.



Organ und Eigentum des Schweizer Hotelier-Vereins.

6. Jahrgang | 6^{te} Année

Organe und Propriété de la Société Suisse des Hôteliers.

Redaktion und Expedition: Sternengasse No. 21, Basel * TÉLÉPHONE 2406 * Rédaction et Administration: Rue des Etoiles No. 21, Bâle.



Todes-Anzeige.

Mit tiefem Bedauern erhalten wir die Nachricht, dass unser Mitglied Herr Gustav Wieland-Kraft Mitbesitzer des Hotel Bernerhof in Bern am 14. Dezember im Alter von 63 Jahren an einem Schlaganfall gestorben ist.

Namens des Vorstandes: Der Präsident: J. Tschumi.

Souhaits de Nouvelle-Année.

Il y a six ans déjà, un certain nombre de nos sociétaires s'étaient décidés à se libérer de l'usage cérémonieux des félicitations du Jour de l'An moyennant le versement volontaire d'un montant quelconque à l'Ecole professionnelle.

Les noms des donateurs seront publiés dans l'Hotel-Revue et ces derniers peuvent, grâce à leur subside, se regarder comme exonérés de l'échange de cartes de félicitations à l'occasion du renouvellement de l'année.

Lausanne, le 4 décembre 1897.

Société suisse des Hôteliers, Le Président: J. Tschumi.

Neujahrgratulationen.

Schon vor sechs Jahren ist in unserem Mitgliederkreise ein Anfang gemacht worden, sich durch Leistung eines freiwilligen Beitrages an die fachliche Fortbildungsschule von den ceremoniellen Neujahrgratulationen zu entbinden.

Der Spender werden in der Hotel-Revue veröffentlicht und betrachten sich diese damit von der Versendung von Neujahrgratulationskarten entbunden.

Lausanne, den 4. Dezember 1897.

Schweizer Hotelier-Verein, Le Président: J. Tschumi.

Sommes versées jusqu'au 4 décembre: Bis zum 4. d. eingegangene Beiträge:

- Herr Berner F., Ehrenmitglied, Basel . . . Fr. 20
Flück C., Hotel Drei Könige, Basel . . . 20
Müller G., Restaurant Bad, Bahnhof, Basel . . . 15
Otto F., Hotel Victoria, Basel . . . 15
J. Spatz, Grand Hotel, Mailand . . . 5
Wehrle G., Hotel Central, Basel . . . 5

Uebertrag . . Fr. 85

Table listing names and amounts: Herr Bon A., Hotel Rigi-First . Fr. 15, Herr Balzari P., Hotel Metropole, Mailand . 20, etc.

Summa Fr. 450

Gustav Wieland.

Von Bern kommt die Trauerkunde von dem plötzlichen Hinschiede des Herrn G. Wieland-Kraft, Mitbesitzer des Hotel Bernerhof in Bern. Dienstag, den 14. ds. spazierte Herr Wieland mit Herrn Kraft über die Bahnbrücke bei der Linde, als ihm unerwartet der Tod ereilte.

UNE QUESTION FORT DÉBATTUE

est celle qui a été soulevée et pour le moment épuisée dans la 'Wochenschrift' de l'Association internationale des propriétaires d'hôtels. Elle peut offrir à nos lecteurs un intérêt d'autant plus vif que, d'après ce qui nous est revenu, elle donne lieu en Suisse à des interprétations différentes et souvent à des contestations désagréables.

Dans le n° 45 de la publication précitée, un hôtelier pose le point d'interrogation suivant: 'Dans un hôtel d'été, un chef de cuisine s'est approprié à son départ, en automne, les restes de glace de viande après avoir réservé la provision nécessaire pour les besoins hivernaux de la famille du maître d'hôtel.

Un membre de l'Association écrit à ce propos: 'En ce qui concerne la glace de viande, voici ce que je puis vous répondre d'après ma propre expérience et après avoir consulté quelques-uns de mes collègues.

La glace de viande est toujours et en tout état de cause la propriété du maître d'hôtel. Celui qui se l'approprie sans autorisation se rend coupable de détournement, d'après le § 246 du Code pénal. Car il s'approprie sans droit une chose qui ne lui appartient pas et dont il a la possession ou la surveillance.

Code pénal consiste à prendre un objet mobilier qui ne vous appartient pas, dans le but de vous l'attribuer indûment. Le cuisinier devant avoir déjà de la glace de viande en sa possession et en sa garde pour l'exercice de sa profession, car elle lui a été confiée par le maître d'hôtel, comme toute autre chose dans la cuisine, subsistances et ustensiles, il ne peut être ici question de détournement.

Si les cas d'appropriation de glace sont résultés souvent d'une habitude, on a souvent aussi essayé de remédier au mal par une commune entente. Il arrive ordinairement dans les hôtels d'été que la famille du maître d'hôtel garde ce qui lui est nécessaire pour sa consommation et que le reste revient au chef. Un accord d'un autre genre, qui est bien connu, attribue au chef la moitié et à l'hôtel l'autre moitié. Certains hôtels, notamment ceux où la maîtresse exerce elle-même une active surveillance sur la cuisine (et il en existe encore un grand nombre), demandent la livraison de toute la glace produite dans le cours de l'année ou de la saison. Et cela semble être la seule manière de voir vraiment juste.

Dans sa dernière assemblée générale, la Société d'art culinaire 'Gasterea', à Cologne, s'est occupée de la question et la discussion a été résumée comme suit:

'Si le chef de cuisine se donne de la peine, il peut toujours avoir une provision de glace. Il est d'usage que cette glace, si elle ne trouve aucun emploi dans la maison, appartient au chef ou au saucier. On a parlé à ce propos d'un chef qui, à ce que nous avons appris, travaillant dans une maison depuis six ans, prenait le reste après avoir réservé le nécessaire pour les besoins courants. Comme il agissait, d'après des renseignements ultérieurs, en toute bonne foi, il ne peut être ici question de détournement ou de vol. Sa bonne foi est attestée d'abord par l'usage, puis par le fait que son maître n'a rien repris, pendant les cinq premières années, à la façon d'agir du chef.

D'ailleurs, un chef convenable ne trafique pas de la glace et ne porte aucun préjudice à son maître. S'il lui reste de la glace, il va de soi qu'il a déjà de bonnes soupes et de bonnes sauces, sans faire emploi particulier des os ou de la viande. Il peut arriver que le chef ait une provision de glace, parce qu'il doit souvent la préparer avant son entrée dans une nouvelle place. Il arrive fréquemment, dans ce cas, qu'il ne se trouve ni fond ni espagnole, parce que le prédécesseur a fait de l'économie dans les derniers jours, on a voulu laisser le champ libre à son successeur. Il peut aussi se faire que le chef sortant emploie tout par pur esprit de chicane.'

Il serait intéressant et désirable d'entendre en cette affaire la voix de quelques hôteliers suisses. Dans ce but nous mettons bien volontiers nos colonnes à leur disposition.

La Responsabilité civile de l'hôtelier

Nous lisons sur ce chapitre dans le dernier numéro du 'Journal des Etrangers de Lausanne-Ouchy' une correspondance de Genève ainsi conçue:

'J'ai lu dans un de vos précédents numéros l'intéressante communication d'un 'voyageur' relative à la responsabilité civile des hôteliers, et je me permets de vous soumettre des réflexions dont vous ferez l'usage qui vous conviendra.

Avant la construction du chemin de fer de Zermatt, j'avais remarqué, plus que partout ailleurs, à quel point les Anglo-Saxons et surtout les Américains s'embournaient de bagages (un groupe de deux ou trois personnes fretait autant de mulets chargés de malles énormes pour le trajet de Viège à St-Nicolas).

Il faudrait bien se garder de décourager les voyageurs par la perspective d'indemnités insuffisantes en cas de perte ou de vol de leurs effets.

Que Messieurs les hôteliers ne craignent pas d'assumer la responsabilité intégrale vis-à-vis de leurs clients, quitte à constituer entre eux une société d'assurance mutuelle contre les risques résultant de cette garantie. Les réclamations au sujet d'une indemnité jugée trop élevée seraient tranchées par jugement ou arbitrage, sans préjudice d'un recours contre le personnel en cas de vol ou de négligence de sa part.

Cette assurance entre tous les hôteliers de la Suisse serait peut-être un terrain de conciliation entre leurs intérêts et ceux du public voyageur.

Je laisse aux intéressés, plus compétents que moi en cette matière, le soin d'étudier la question, et je serais même surpris qu'elle n'eût pas encore été abordée.'

Le 'Journal des Etrangers de Montreux' reproduit notre article sur la question de la responsabilité en y ajoutant les remarques suivantes:

'Nous croyons que notre confrère de Bâle a raison. Comprise ainsi, la pétition de la Société des hôteliers mérite d'être prise en sérieuse considération. Ce qui serait dangereux, en revanche, serait de vouloir fixer une limite à la responsabilité aussi en ce qui concerne les effets personnels, vêtements, linge, malles, etc., des voyageurs, — opinion que l'Hotel-Revue paraissant encline à soutenir dans un précédent article (voir notre numéro du 27 novembre). Il serait maladroit par exemple d'exiger d'une jolie femme le dépôt au bureau de l'hôtel de ses toilettes, fourrures, robes de bal, dont une seule peut-être vaut bien près de 1000 fr., sinon davantage. De pareilles exigences pourraient, certainement, avoir pour conséquence l'éloignement de la clientèle élégante que nos hôtels désirent par dessus tout attirer et retenir.'

La distinction entre les effets précieux tels que les bijoux, parures, etc., et les vêtements de luxe ne sera pas toujours facile à faire. Mais il faut, à notre avis, se garder d'aller trop loin et de restreindre d'une manière excessive la responsabilité de l'hôtelier. Car, comme il le dit le Code Napoléon, le dépôt chez l'hôtelier doit être envisagé comme un dépôt nécessaire. Le caractère spécial de ce dépôt impose aux dépositaires des devoirs particulièrement étendus.'

EXPOSITION DE BRUXELLES

(Correspondance).

L'Exposition de Bruxelles est terminée depuis un mois; les étrangers n'en sont pas moins restés dans notre capitale quelques temps encore. Le bilan des hôteliers, pendant ces six mois de fête et de bombance, a été magnifique. Ce résultat est dû à l'Union syndicale des Hôteliers, Cafetiers et Restaurateurs belges qui, stimulée

par son infatigable président, M. Pierre Corde-
maus, a pris la plus grande part aux fêtes et
souscriptions de l'Exposition.

Et non seulement les hôteliers Bruxellois
en ont profité superbement mais encore l'Ex-
position elle-même. Et si partout ailleurs les
expositions font des déficits, ne serait-ce pas
un peu la faute des hôteliers, qui devraient
être à la tête de ces mouvements, dans leur
propre intérêt.

Que je vous dise en passant, que M.
Dubonet, propriétaire du Grand Hôtel, à
Bruxelles, qui avait monté à l'Exposition le
Restaurant du „Chien vert“ a fait plus de
un million de recettes pendant 6 mois, et pour
une dépense en installations et divers de
350,000 francs.

D'ailleurs, il n'y a pas eu de restaurant
sérieux qui n'ait fait moins de 700,000 francs
de recettes, dépassant de loin leurs frais.

Que les Hôteliers et Restaurateurs prennent
exemple sur ces faits, et mijotent l'idée sui-
vante, transmise par M. Paul Sandelin, archi-
tecte de l'Union syndicale:

Pourquoi ne ferait-on pas à la prochaine
Exposition universelle, une Exposition interna-
tionale des produits alimentaires, en un local
absolument séparé, et suffisamment vaste pour
servir toute une clientèle d'Exposition.

Dans ce Palais de l'alimentation, on trou-
verait toutes les différentes cuisines: française,
anglaise, allemande, américaine, etc., toutes
ayant leurs restaurants respectifs.

Nul restaurateur, confiseur ou débiteur de
vins fins, n'aurait le droit de s'installer ailleurs
que dans le local commun.

Ce serait donc centraliser en un seul point
toute une foule.

Ce serait aussi assurer à tous de faire des
affaires.

Je sais que M. Sandelin a fait des études de
plans dans ce sens. Je vous reparlerai de
ce projet ultérieurement.



„Glace de viande.“

(Korrespondenz.)

„Eine vielumstrittene Frage“ betrifft sich die
redactionelle eröffnete Besprechung über Aneig-
nung und anderweitige Verwendung, respective
Veräußerung ausser Hans der erbrügten „Glace
de viande“ zu Gunsten der Küche, welche Dis-
kussion in Nr. 49 der „Hotel-Revue“, sowie in
Nr. 45 der „Wochenschrift des Internationalen
Vereins der Gasthofbesitzer“ aufgeworfen wurde.

Die Ansichten sind, wie aus den beiden in
vorgenannten Fachschriften erscheinenden Beant-
wortungen zu entnehmen ist, geteilt. Ein
Vereinsmitglied präzisiert mit aller Schärfe die
Entnahme der „Glace“ als Diebstahl, mit Citie-
rung des betr. Reichsstrafgesetzesparagrafen;
der Kochkassenverein „Gastarea“ in Köln hält
die Verwendung der „erbrügten „Glace“ für
Kassa des Küchenchefs vollkommen berechtigt.

Nachdem gewünscht wird, eine Stimme
aus schweizer. Fachkreisen zu hören, so will
ich auch meine Ansicht ganz gerne darüber
äussern und zwar dahin lautend, dass bei einem
wirtschaftlich arbeitenden Kochs der gut und
seiner Leistungen entsprechend bezahlt ist, es
überhaupt nicht vorkommen wird, dass er über-
mässige Vorräte an „Glace de viande“ auf-
speichert, sondern wenn dies der Fall ist, ist
er schon kein rationell arbeitender Mann, der
eine mangelhafte Eintheilung hat. Gut be-
zahlte Leute haben auch nicht nötig, durch
Verschönerung der Küchenprodukte sich Ein-
nahmsquellen zu verschaffen, sondern selbst
sollen im Interesse des Hauses arbeiten.

Leider ist es aber in Hotelierskreisen oft
der Fall, dass der Wirt oder Leiter des Etablis-
sements der Küche nicht die nötige Aufmerk-
samkeit zuwendet, teils aus mangelhaften culi-
narisches Kenntnissen, teils wegen anderwei-
tiger angestrengter Thätigkeit, wodurch dem Koch
ein willkürliches und unbeaufsichtigtes Arbeiten
möglich ist.

Ein fleissig dem Küchengeschäft nachgehen-
der Prinzipal wird in seinem eigenen Interesse
für fachrichtige Ausarbeitung des Küchenmate-
rials Sorge tragen.

Ist aber „Glace de viande“ vorhanden, so
gehört es dem Küchenbestande an und nicht
dem Angestellten, der für seine Leistungen be-
zahlt werden soll und welchem keine, wie
immer genannte Naturalienentnahme oder ausser-
häusliche Verwendung von Produkten oder
Waren gestattet sein darf.

Es ist auch gar nicht logisch, dass der
Küchenchef ein Geldeswertprodukt für sich
oder seinen Sack herstellen kann, der Wert
des Materials, welches zur Ueberproduktion von
„Glace“ verwendet werden muss, ist in gar
keinem Verhältnis zum faktisch erzielten Bar-
ertrag für diese Ware, und es wird bei einem
gewissenlosen auf seinen Sack schauenden An-
gestellten dadurch dem Prinzipal grosser Nach-
teil erwachsen.

Es ist unbedingt als ein Uebelstand zu be-
zeichnen, wenn dem Usus gehuldet wird, dass
„Glace de viande“ der Chef für sich behalten
kann, dass dies öfters noch vorkommt, ist be-
dauerlich, abgesehen aber kann diesem Uebel-
stand nur dadurch werden, dass man den
Koch so bezahlt, dass er nicht gezwungen ist,
vom Material des Hauses sich eine Einnahme-
quelle zu schaffen.

Ich empfehle allen meinen werten Kollegen
auf das wärmste, bei Abschluss eines Kontrak-
tes die Entnahme der „Glace de viande“, „Fett“
etc. zu untersagen, um diesem — wie ange-
gebene Fragestellung beweist — platzgegriffenen
Uebelstand vorzubeugen und diese geschäftliche
Unsitte auszuröten. D. B.

Musik-Aufführungsrecht.

Der in Gesangs-, Musik- und auch Hoteliers-
kreisen bekannte Vertreter der *Société des Au-
teurs, Compositeurs et Editeurs de Music*, Herr
Knosp-Fischer in Bern, ist mit seinen despoti-
schen Massregeln wieder einmal gehörig ab-
geblitzt. Einem vom Basler Strafgericht am
14. Dezember gefällten Urteil entnehmen wir
Folgendes:

Drei Konzerte in Bühler's Biergarten bil-
deten den Gegenstand einer dreistündigen Ver-
handlung vor dem Basler Strafgericht. Herr
Franz Bühler, Wirt zur alten bayrischen Bier-
halle, war der Uebertretung des Bundesgesetzes
betreffend das Urheberrecht an Werken der
Literatur und Kunst vom 23. April 1893 an-
geschuldigt. Am 4. und 5. Juli 1896 fanden
durch die Kapelle des II. württembergischen
Infanterieregiments Nr. 120 in Bühler's Bier-
garten drei Konzerte statt, in welchen laut
Programm folgende Stücke gespielt wurden:
1. Eine Partie aus der Oper „L'Arlesienne“ von
Bizet; 2. Eine Partie aus der Oper „Carmen“
von Bizet; 3. Der Frascati-Walzer von Litolj;
4. Der Sarazenen-Marsch aus der Oper „Der
Tribut von Zamora“ von Gounod; 5. Estudia-
tina, Walzer von Waldteufel und 6. Carzine,
russische Mazurka von L. Gaune. Die An-
klage ging von der Annahme aus, der Ange-
klagte habe die Konzerte veranstaltet. Für die
Rechtsnachfolger der Komponisten G. Bizet,
H. Litolj, Ch. Gounod, E. Waldteufel und L.
Gaune und die betreffenden Verleger in Paris
als Eigentümer der Werke, alle vertreten durch
den Vorstand der Genossenschaft der Société
des Auteurs, Compositeurs et Editeurs de Mu-
sique in Paris, resp. stellte Fürsprech Jahn in Bern
Strafantrag, da die genannten musikalischen
Werke gesetzlich geschützt seien und der Ange-
klagte die Berechtigung zur Aufführung nicht
erlangt habe.

Herr Bühler wendete ein, er stelle die ihm
konzertierenden Musiken nicht an, bezahle
sie auch nicht und ziehe auch keinen Nutzen
aus den Konzerten. Er habe ebensoviele Leute
in seinem Garten, wenn keine Musik spiele.
Gerade die Stammgäste wünschen keine Kon-
zerte. Wenn solche dennoch stattfinden, so
geschehe es auf Drängen der Kapellmeisterin,
dann aber auch ganz auf deren Verantwort-
lichkeit. Die Kapellen bringen gewöhnlich die
gedruckten Konzertprogramme mit. Vom Wirt
kann man nicht verlangen, dass er die einzel-
nen Musikstücke kenne und sich darauf ver-
stehe. Uebrigens mache er, der Angeklagte,
die Kapellmeister stets darauf aufmerksam, sich
eventuell mit Herrn Knosp in Bern zu verständigen.

Die Staatsanwaltschaft führte aus, es gehe
aus der Verhandlung und den Zeugnisaussagen
hervor, dass man es nicht mit einer strafbaren
Handlung zu thun habe. Es seien Unterhand-
lungen civilrechtlicher Natur gepflogen worden.
Von einem Vorsatz, das Gesetz zu umgehen,
oder von grober Fahrlässigkeit könne nicht die
Rede sein. Der Angeklagte sei deshalb frei-
zusprechen. Den Klägern sei es freizustellen,
eventuell eine Forderung auf dem Civilweg
geltend zu machen.

Der Vertreter der Privatkläger beantragte,
es sei der Angeklagte zu bestrafen und ferner
zu einer Entschädigung und zur Tragung sämt-
licher Kosten zu verurteilen. Es liege von
Seite des Beklagten Mittäterschaft oder zum
mindesten Gehilfschaft vor.

Der Verteidiger plaidierte auf Freispre-
chung, indem er zuerst darauf hinwies, es handle
sich für seinen Klienten um eine Prinzipien-
frage. Herr Knosp in Bern übe einen eigent-
lichen Kontrahierungszwang aus, den sich Herr
Bühler nicht habe gefallen lassen wollen. Es
sei in keiner Weise nachgewiesen worden, dass
er die Konzerte veranstaltet und dass er aus
denselben Gewinn gezogen habe. Die Gesell-
schaften stellen die Programme auf und erheben
die Eintrittsgelder. Es sei kein Dolus und
auch keine grobe Fahrlässigkeit vorhanden.
Ferner sei festgestellt, dass Herr Bühler die
deutschen Kapellmeister jenenfalls aufzufordern
und Herr Knosp abzumachen.

Das Gericht sprach den Angeklagten von
der Anklage der Verletzung des Bundesgesetzes
betreffend Urheberrechte frei, da er nicht als
Veranstalter der drei fraglichen Konzerte zu
betrachten sei.

Unlauterer Wettbewerb.

Auf Hotelbesitzer hat es eine Schwindelfirma
in Brüssel abgesehen, vor der im „Reichsanzeiger“
wie folgt gewarnt wird:

„Unter der Firma *Franzen & Rasse, agents
en douane, commissionnaires-expéditeurs, 48 rue
Loeuvenghien, Bruxelles*, hat ein angeheimes
Speditionsgeschäft in der letzten Zeit vielfach
an Hotelbesitzer gegen Nachnahme Pakete
versandt, die angeblich echte alte chinesische
Vasen enthalten sollten. In der Regel bestanden
die Sendungen aber aus Vasen und Blumen-
töpfen von gewöhnlichem Thon, die keineswegs
in China angefertigt waren, und deren Wert
weit hinter dem Betrage der entbundenen Nach-
nahme zurückblieb. Dabei wurde zuweilen den
Adressaten noch die demnächstige Ankunft eines
Geschäftsreisenden angezeigt mit der Bitte, für
ihnen die Postkosten zu verauslagen und die
Sendungen aufzubewahren. Der angekündigte
Reisende erschien natürlich niemals. Da es sich
demnach um einen dreisten Schwindel handelt,
so kann vor der Annahme derartiger Sendungen
der genannten Firma, deren alleiniger Inhaber,
der belgische Staatsangehörige Rasse, bereits
gerichtlich verfolgt wird, nur eindringlich gewarnt
werden.“

Europäische Fahrplankonferenz in Frankfurt a. M.

Der „N.-Z. Z.“ wird hierüber geschrieben:

Die europäische Fahrplankonferenz für den
Sommerdienst 1898 wurde am 8. Dezember in
den zu Konferenzsälen umgewandelten Warte-
und Restaurationslokalen des monumentalen
Frankfurter Bahnhofes durch den Präsidenten
der preussischen Eisenbahndirektion, Herrn
Becher mit einer kurzen Rede eröffnet.

Zur Konferenz eingeladen sind 170 europäische
Eisenbahn- und Dampfbohrverwaltungen. Aus
der Schweiz sind vertreten: das Eisenbahn-
departement, die Centralbahn, die Jura-Simplon-
bahn, die Gotthardbahn, die Nordostbahn und die
Vereinigten Schweizerbahnen.

Als allgemeines Traktandum bei der Plenar-
konferenz kommt diesmal lediglich die Bestimmung
des Ortes und der Zeit der nächsten Konferenz
für Aufstellung der Winterfahrpläne 1898/99 zur
Behandlung. Es wurde beschlossen, diese
Konferenz am 15. und 16. Juni 1898 in Ant-
werpen abzuhalten.

Um so zahlreicher sind die Gegenstände,
welche der Gruppenbehandlung von Bahn zu
Bahn unterstellt sind. Es sind nämlich 195
Traktanden angemeldet.

Wenn auch die Mehrzahl dieser Geschäfte
die Erstellung neuer, oder die Verbesserung
bestehender internationaler Zugverbindungen
anstrebt, so sind doch auch von vielen Verwal-
tungen, namentlich deutschen, Anträge gestellt
worden, welche dahin zielen, die vielen und
lastigen Zugverspätungen, die in Deutschland
noch viel zahlreicher und grösser sind als in
der Schweiz, zu beseitigen.

Angesichts der grossen Zunahme des Verkehrs
in den letzten Jahren und in Anbetracht der
Kürzung der Fahrzeiten und der Vermehrung
der Zwischenhalte, welche den internationalen
Zügen bis in die jüngste Zeit auferlegt worden
sind, besteht indessen wenig Hoffnung dafür,
dass dem Uebel der Zugverspätungen durch die
Bahnverwaltungen gründlich abgeholfen werden
kann. Es wäre von den Staatsbehörden, welche
die Fahrpläne zu genehmigen haben, sehr ver-
dienstlich, wenn sie den immer zahlreicher
auftretenden Begehren kleiner Ortschaften nach
Vermehrung der Zwischenhalte der internationalen
Schnellzüge einmal energisch entgegengetreten
würden.

Von den Geschäften, welche die Herstellung
neuer oder die Verbesserung bestehender inter-
nationaler Zugverbindungen betreffen, sind für
die Schweiz die folgenden von besonderer Be-
deutung:

1. Die von der württembergischen Staats-
bahn und von der schweizerischen Nordostbahn
wiederholt angestrebte Fortsetzung der Schnell-
züge Mailand-Zürich-Stuttgart und vice versa
über Stuttgart hinaus bis Berlin.

2. Die von der Gotthardbahn angeregte
Verbesserung der Schnellzugsverbindungen Mail-
land-Zürich-Stuttgart und Mailand-Luzern-Basel
in der Weise, dass der zur Zeit um 7. 45 vor-
mittags in Mailand abgehende, und 5. 50 nach-
mittags in Luzern eintreffende Schnellzug Mailand
1 Stunde und 20 Minuten später, als erst 9. 05
vormittags nach Anknüpf des neuen via Sarzana-
Parma geleiteten Römertages verlassen soll,
ohne wesentlich später in Zürich und Luzern ein-
zutreffen.

3. Die von der Nordostbahn beantragte Ein-
führung neuer Schnellzüge zwischen Zürich und
Basel im Anschlusse an die ausländischen Schnell-
züge von und nach Basel.

4. Zwischen Zürich und London soll eine
ganz wesentliche Abkürzung der Reisedauer um
4 Stunden und 20 Minuten in der Weise erzielt
werden, dass der zur Zeit um 8. 05 nachmittags
von London über Calais-Laon-Basel fahrende
Zug statt wie bisher um 8. 46 nachmittags nun
künftig schon 4. 20 nachmittags in Zürich ein-
treffen wird. Infolge dessen wird die Reisezeit
bei diesem Zuge von London nur noch um die
Kleinigkeit von 5 Minuten grösser sein als bei
dem schnellsten Zuge Berlin-Frankfurt-Basel-
Zürich.

In der Richtung von Zürich nach London
wird man inskünftig mit der Abfahrt um 7. 20
vormittags ab Zürich über die gleiche Route
schon um 11. 40 nachm. in London eintreffen.

Vorläufig werden indessen diese Beschlei-
nungen zwischen London und Zürich nur für die
eigentliche Reisesaison vom 5. Juni bis Ende
September zur Ausführung kommen. In der
übrigen Zeit des Jahres wird aber durch den
neuen Schnellzug der Nordostbahn von Basel
(ab 5. 35) nach Zürich doch bewirkt, dass die
Ankunft in Zürich schon um 7. 30 nachmittag
stattfindet, statt jetzt 8. 46 nachmittags.

Während, soviel bis zur Stunde wenigstens
angenommen werden darf, die unter Ziffern 3
und 4 erwähnten Verbesserungen im Zugverkehr
schon auf 1. Juni 1898 verwirklicht werden
können, dauern die Unterhandlungen über die
Ziffern 1 und 2 noch fort.“

Ausstellungsschwindel.

Von Bordeaux aus wird zur Zeit für
eine „Ausstellung für Ernährung und Hygiene“
Reklame gemacht. Nun hat sich die „schweizer-
ische Wirt-Zeitung“ bei einem seit Jahren in
Bordeaux ansässigen Kaufmann über das Unter-
nehmen erkundigt und darauf folgende Auskunft
erhalten:

„Die Unternehmer der Ausstellung sind
hier in Bordeaux nicht bekannt. Es steht
fest, dass der weitaus grösste Teil der
Einwohnerschaft nichts von der betreffenden
Ausstellung weiss, und ich selbst habe erst

durch ausländische Zeitungen davon erfahren.
Ich wohne hundert Meter von dem für die
Ausstellung gemieteten Lokal und sehe, dass
sie fast von niemand besucht wird.“

Der Ausstellungsschwindel ist seit einer Reihe
von Jahren schon sehr dreist betrieben worden.
Kürzlich hat ein gewisser Bloch, ein gewerb-
mässiger Veranstalter von sogenannten „wilden“
Ausstellungen, das „Berliner Tagblatt“ verklagt,
weil es seine Veranstaltungen Schwindelanstel-
lungen genannt hatte, die einzig und allein in
seiner Würde, um für einen schwungvollen
ausbeuterischen Medaillenhandel den Boden zu
liefern. Das Gericht kam zu einem freisprechenden
Urteil, weil es fand, dass Bloch's Ausstellungen
den genannten Titel wirklich verdienten.



Nationalrat. Das Postulat Steiger betr.
Geverbezahlung, wird von Comesse und De-
curtius unterstützt, von Schippi beanstandet.
Bundesrat Lachenal acceptiert das Postulat in
dem Sinn, dass in der nächsten Session ein
Bericht vorgelegt werde über die Art und
Weise, wie eine Zählung des Gewerbes und
eine Enquête über die wirtschaftlichen Zustände
der Berufsarten vorzunehmen wären. In dieser
Fassung wird das Postulat mit 61 gegen 9
Stimmen angenommen.

Somit steht in Aussicht, auch in Bezug auf
die Hotel-Industrie endlich einmal zuverlässige
und vollständige Unterlagen zu statistischen
Zusammenstellungen zu erhalten, was gewiss
sehr zu begrüssen ist.

Ein neues Arrangement der Tafel- blumen.

Die Amerikanerinnen haben die
hübische Sitte, die Tafel bei Dinern mit Blumen
zu bestreuen, noch mehr vervollkommen. Es
sieht reizend aus, wie sie die Blütenblätter in
phantastischen Dessins auf dem blendend
weissen Damastuch austreuen. Mit grosser
Vorliebe wird dazu eine purpurfarbene Dahlie
verwandt, die in Amerika unter dem Namen
„Königin der Bräuteten“ bekannt ist. Die
sammlartigen Blätter dieser Blume werden
sorgfältig vom Stiel geputzt und mit den gelben
Blättern von Marschall-Niel- und anderen Theo-
rosenarten vermischt, in der Mitte der Tafel
und an den vier Ecken in geradezu künstlicher
Weise zu Arabesken geordnet. Auch
nimmt man weisse, rosa, gelbe und dunkelrote
Rosenblätter zusammen und legt mit dem duf-
tenden, selbstverständlich stets taufrischen Ma-
terial, in geschmackvoller Farbenabwechslung
eine Art Läufer über die ganze Tafel. Ein
solcher Läufer sieht allerdings viel origineller
und auch hübscher aus, als jedes gesteckte
Kunstwerk in diesem Genre. Besonders effek-
voll wirkt dies Arrangement, wenn die bunten
Blütenblätter von jeder Seite mit graziösen
Ranken des kalifornischen Epheulaubes begrenzt
werden.

Aufführungsrecht. Der Nationalrat hatte
am 16. März folgenden Beschluss gefasst: „Der
Bundesrat wird eingeladen zu prüfen, ob nicht
bei Anlass einer künftigen Konferenz der Ver-
tragsstaaten die Abgeordneten der schweizeri-
schen Eidgenossenschaft dahin zu instruieren
sind, der offenbar zunehmenden Tendenz auf
einen übermässigen und bis in das Kleinliche
gehenden Schutz des litterarischen und künst-
lerischen Eigentums entgegenzutreten, und ob
ferner nicht in der eigenen Landesgesetzgebung
und ihrer Anwendung dieser Tendenz, nament-
lich mit Beziehung auf die Architektur und die
Musik, geeignete Schranken gesetzt werden
können.“ Der Ständerat stimmte dem ersten
Teil dieser Einladung im Oktober d. J. zu, fasste
aber den zweiten Teil anders. Ihm zufolge
soll ferner untersucht werden, 1. ob nicht in
der eigenen Landesgesetzgebung und ihrer An-
wendung dieser Tendenz, namentlich mit Be-
ziehung auf die Architektur und die Musik,
geeignete Schranken gesetzt werden können;
und 2. ob es nicht angezeigt wäre, im Hinblick
auf die Musik, speziell auf die ohne Gewinn-
absicht, d. h. ohne Eintrittsgebühren oder zu
wohlthätigen Zwecken veranstaltete Aufführung
oder Darstellung von musikalischen oder dra-
matisch-musikalischen Werken in der Schweiz,
Art. 11, § 10 des Bundesgesetzes vom 23. April
1893 betreffend das litterarische und künst-
lerische Eigentum einer Revision zu unter-
werfen, um den zu Tage getretenen Uebel-
ständen abzuhelfen. Dieser Abänderung hat
nun der Nationalrat zugestimmt.

Affoltern. † Erst 43 Jahre alt starb der Besitzer
des „Wengibades“ bei Affoltern am Albis, Hr. Aug.
Spinner-Meili.

In Christiania wurde von einer Aktiengesell-
schaft ein Hotel erbaut und Grand Hotel Christiania
genannt.

Telephon. Deutschland und die Schweiz haben
sich für die Erstellung einer Telephonlinie Basel-
Frankfurt a. M. geeinigt.

Uttweil. Das Bad Uttweil, welches an die
Herren Wollmeyer und Daum übergegangen ist,
wurde am 12. Dezember eröffnet.

Zürich. In den Gasthöfen der Stadt Zürich sind
im Monat November 14,568 Personen abgestiegen,
wovon auf den Kreis I 11,501 entfielen.

Im Gemin de fer Territet-Gilon. Im November
wurde 3006 Fr. eingenommen (1896: 2975 Fr.) und
vom Januar bis November 100,988 Fr. (1896: 93,609
Franken).

